

Raymond Lacombe et le Groupe de Camboulazet – Agriculture et société

Le Groupe de Camboulazet a été créé par Raymond Lacombe le 26 juin 2001 avec pour souci premier de « dépasser le quotidien pour réfléchir à l'avenir, se dégager de l'action pour la resituer dans des perspectives élargies ». L'équipe aveyronnaise de la JAC de 1960 qui a eu la chance de se former avant d'accéder aux responsabilités professionnelles et citoyennes a mesuré à l'heure de passer le relais combien il était important de prendre du recul, de relever souvent la tête du guidon pour voir loin et refaire le cap. Depuis le départ de Raymond Lacombe en février 2002, ses amis ont décidé de poursuivre la démarche.

Les lignes suivantes présentent les motivations du groupe de Camboulazet, motivations qui sont aussi celles qui sous-tendent la conception de l'Université d'Eté de Marciac. La Mission Agrobiosciences veut se faire le relais de ces réflexions dont la portée dépasse largement le cadre aveyronnais qui l'a vu naître.

« Dépasser le quotidien pour réfléchir à l'avenir, se dégager de l'action pour la resituer dans des perspectives élargies, nous en avons tous besoin.

Plus que jamais des lieux de rencontre et de réflexion s'imposent.

Le paysan, l'homme de tous les terroirs doit réfléchir et agir avec les autres ruraux : artisans, commerçants, PME, PMI, professions libérales, salariés,

Nous devons retrouver un sens commun à notre propre développement.

Autour d'une équipe d'animation qui en a pris l'initiative, mais qui est à parfaire, nous voulons organiser, dans le département de l'Aveyron, quelques rencontres, ou chacun pourra s'exprimer, amener son expérience et approfondir ses idées communes. »

Raymond Lacombe

La charte du Groupe de Camboulazet

« Favoriser le développement socio-économique harmonieux du rural en aidant chacun, par une démarche citoyenne, à participer à sa construction collective.

Créer des lieux d'échanges et de débats afin de rompre l'isolement et de susciter des comportements citoyens.

Donner du sens à l'engagement et à l'action collective par une démarche d'éducation vers le plus grand nombre.

Rappeler que l'économie et l'entreprise sont au service de l'homme.

Susciter une démarche de ressourcement et de recherche d'éthique commune fondée sur les différents textes de la déclaration des droits de l'homme concernant les droits et devoirs imprescriptibles de la personne humaine.

Permettre à tous, hommes et femmes, qui se reconnaissent dans les fondements humanistes de cette charte de pouvoir débattre et participer, dans une attitude d'écoute et de respect des opinions de chacun.

Aider chacun au sein du groupe à aborder tout problème qui se pose à la société d'aujourd'hui. A titre d'exemple : l'école, la précarité, les questions d'éthique (OGM - clonage - euthanasie - violence - etc.).

Rechercher les conditions d'un développement rural durable fondé sur des entreprises »

Un travail en veillée autour des idées de Raymond Lacombe a permis de réaffirmer ensemble les valeurs qui animent le groupe :

- La vraie réussite est humaine et sociale : elle se bâtit sur des projets à réaliser ensemble.
- Fidélité, solidarité, durée sont des valeurs à cultiver
- Les agriculteurs sont des cultivateurs de vie : leur travail c'est de faire vivre le pays.
- L'argent ne doit pas être le moteur du développement.

Les participants

Rapidement la décision est prise d'associer des jeunes dans une optique d'échange entre les générations. Ainsi, le Lycée agricole de La Roque devient partenaire. Lors des conférences organisées, une ou plusieurs classes ont à charge l'animation d'une partie de la journée. Les professeurs et les élèves s'impliquent très fortement et leur travail est particulièrement apprécié. Le lycée de La Roque met aussi ses locaux à disposition pour l'organisation des conférences. L'accueil y est toujours chaleureux et les échanges avec les étudiants fructueux. Les BTS adultes de l'ADPSA participent systématiquement aux journées du Groupe du Camboulazet. La qualité des intervenants et l'actualité des débats sont un plus incontestable dans leur formation. Enfin, les Jeunes Agriculteurs de l'Aveyron sont très actifs dans le choix des thèmes retenus et dans la préparation des conférences.

La participation active de la nouvelle génération a donné un nouvel élan au groupe de Camboulazet. Le visage des conférences a changé. Le public a gagné en diversité en prouvant qu'un dialogue entre les générations était possible et souhaitable.

Si l'avenir des agricultures est au centre des préoccupations, un des objectifs du groupe de Camboulazet est d'aider ses membres à ne pas sombrer dans la sinistrose en élargissant le champ des possibles. Les trois conférences de 2003-2004 sur le thème « *La PAC change de CAP : où allons-nous ?* » ont proposé aux auditeurs des conceptions radicalement différentes de l'avenir. De même à l'intérieur du groupe, différentes sensibilités sont représentées. Cette diversité d'opinion est un gage de réussite de l'action. Si un jour les participants venaient au Groupe de Camboulazet pour écouter la bonne parole dans une logique de pensée unique, le groupe n'aurait plus sa raison d'être.

Les responsables professionnels de l'agriculture aveyronnaise assistent depuis peu aux conférences. Leur présence témoigne de l'intérêt qu'ils portent aux travaux du groupe. De même, les salariés des organismes agricoles voient le Groupe de Camboulazet comme un lieu de ressourcement et un lieu d'échange avec leurs responsables en dehors du cadre habituel et sur des sujets de fonds qui aident à prendre du recul face à l'urgence.

Pour atteindre l'objectif de Raymond Lacombe, et faire de cette action une démarche vraiment transversale qui permette à toutes les composantes de la société de participer, il reste à inviter les ruraux au sens large. Les thèmes choisis jusque là sont certainement trop « agricoles » pour intéresser les artisans, les commerçants...les ruraux. Le cycle de conférence qui vient de se terminer « paysan-société : vers un nouveau pacte ? » nous a conforté dans le sens de l'urgence à s'ouvrir vers les autres catégories socioprofessionnelles dans une dynamique de territoire. Les témoignages de la dernière conférence nous ont démontré que les démarches locales permettaient de rassembler largement autour des projets et que les agriculteurs avaient leur place comme les autres autour de la table.

Le danger qui guette une profession très organisée est de ne pas assez tisser de liens avec l'extérieur. La volonté du groupe est donc pour les années qui suivent de trouver les thèmes qui permettent de rassembler un public plus large et plus divers tout en maintenant une ambiance d'écoute et de respect des opinions de chacun.

Les activités

La création - Il faut ici rappeler que le Groupe de Camboulazet a tenu son Assemblée Générale constitutive le 26 Juin 2001 dans les locaux de la mairie de Camboulazet, petit village du Ségala aveyronnais dont Raymond Lacombe était le maire. A cette époque, les premiers membres de ce « Groupe » avaient déjà décidé de quelques rencontres et avaient choisi d'organiser les premières conférences. Il s'agissait bien alors pour Raymond Lacombe, initiateur, de faire de ces options un outil possible de « ressourcement » de quelques acteurs locaux de la ruralité ainsi qu'un relais local de la « Fondation Sol et Civilisation » et de l'IFOCAP. Le thème de la première conférence organisée le 19 Décembre 2000 est significatif à cet égard : « *Les évolutions du rural..., les hommes et les femmes qui y cohabitent... quelles espérances pour demain ?* ». L'intervenant était Jean Casanave animateur de l'IFOCAP Adour, auteur du livre « *Renouer avec la terre* ». Dans les mois qui ont suivi et avant la tenue de l'Assemblée Générale constitutive, le groupe a organisé une rencontre-veillée, Pays de l'Est avec la présentation des actions Aveyron Roumanie et Bulgarie, ainsi qu'une conférence sur la « *Structuration de l'Espace Rural* » par le professeur Vidal de l'Université de Montpellier, conférence très éclairante sur « *l'utilisation et la gestion de l'espace rural par les hommes* » et sur « *les liens entre cet espace rural et les structures moyennes des exploitations aujourd'hui* »... L'après-midi était consacrée au témoignage d'Emilien Vernhes, maire adjoint de Campuac, une commune aveyronnaise de la petite région Vallée du Lot, dont les citoyens sont particulièrement actifs et solidaires pour faire vivre leur collectivité...

Le programme de la campagne 2001/2002 a débuté par une rencontre-veillée de lancement le 19 novembre 2001. Thème proposé : « *L'agriculture, un défi pour les urbains et les ruraux* » avec Bernard Guidez, auteur du livre « *Paysan, un nouvel avenir* ». En partenariat avec le CDJA de l'Aveyron, le Groupe a reçu ensuite Marcel Mazoyer sur le sujet : « *Les agricultures dans le monde* ». En préalable, François Delaisse avait été convié à présenter le contenu du rapport adopté par le congrès 2001 du CNJA : « *Paysans du monde, le prix de notre avenir* ». En soirée et à l'initiative du CDJA, Marcel Mazoyer tenait une conférence publique à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Rodez.

Le programme de la campagne 2002/2003 marque ensuite un tournant, avec la disparition soudaine de Raymond Lacombe en février 2002. Le Groupe s'interroge alors sur la poursuite de l'action engagée mais très vite ses membres ressentent l'importance de faire vivre le message de Raymond et de poursuivre ce qu'il avait initié quelques mois plus tôt... Pour la première journée du programme, le groupe accueille Bernard Lapie sur le thème : « *Le message de Raymond* ». Un travail préalable est réalisé par l'équipe d'animation pour extraire les idées force du message, exprimées et développées dans 2 interviews que Raymond avait données à Jacques Chancel et à Philippe Meyer. Ce sont ensuite 3 conférences qui se succèdent : - « *Les formes d'économie respectueuses de l'homme vivant en milieu rural* » par Bernard Brunet membre du Conseil Economique et Social (CES) de Midi-Pyrénées. - « *Les relations de l'homme à la terre à travers la Bible* » par Jean Casanave. - « *Les cultures à l'épreuve de la mondialisation* » par Bruno Roche, philosophe formateur à l'IFOCAP.

Le programme de la campagne 2003/2004, marque lui aussi une nouvelle évolution. Le Groupe se propose désormais de bâtir son programme annuel autour d'un thème de campagne afin d'apporter plus de cohérence à la réflexion et aux débats. Le thème choisi est le suivant : « *La PAC change de Cap* ». Le 12 Décembre 2003, le Groupe accueille Jacques Picard ancien membre du Comité Economique et Social (CES) européen pour présenter l'U.E. et les 25 pays qui vont la composer. Avec son analyse d'européen convaincu, Jacques Picard argumente sur l'intérêt de l'élargissement malgré d'indéniables problèmes posés et sur le contenu du traité constitutionnel à venir. Au cours d'une deuxième journée, Pierre PAGESSE, président de Limagrain, exprime tous les enjeux que représente la maîtrise de l'innovation en agriculture : « *notre revenu de demain se construit sur l'innovation d'aujourd'hui...* ». Que souhaite concrètement le président de Limagrain ? - « *Mon souhait est bien de voir traiter tous les agriculteurs du monde équitablement, avec une bonne organisation du marché et un stockage public...* » - « *il faut créer des marchés communs par groupes*

de pays dont la situation économique est semblable... et l'Office Mondial du Commerce (OMC) doit définir et faire appliquer des règles d'échanges équilibrés... ». Enfin, en troisième journée, Roger Le Guen professeur à l'ESA d'Angers présente les divers motifs qui ont conduit à la nouvelle PAC, le contenu précis de cette dernière, les effets possibles attendus pour l'agriculture et les perspectives pour les agriculteurs.

Le programme de la campagne 2005-2006.

Les synthèses formulées sur cette série d'interventions concernant la PAC au cours de la campagne 2003-2004 débouchent directement sur le contenu du programme de la campagne 2004/2005. En effet, le Groupe constate que le nouveau cap de la PAC met surtout en évidence une PAC de plus en plus administrée avec une vision assez réductrice portée principalement par des initiés assez sectoriels... Il considère en particulier qu'il n'y a pas du tout dans cette réforme un vrai projet d'ensemble, porteur pour l'agriculture, de même ambition que celui qui sous-tendait et qui existait par exemple dans les lois d'orientation et dans les lois complémentaires des années 1960 et 1962 : « *une modernisation de l'agriculture basée sur l'exploitation familiale à 2 UTH et à responsabilité personnelle* »... Le Groupe s'est alors posé la question ? Ne faudrait-il pas réfléchir en profondeur aux attentes réciproques d'aujourd'hui formulées par la Société et par l'Agriculture ? C'est bien de cette réflexion et de ce souhait qu'est né le projet de programme 2004/2005 : « **Paysan – Société, vers un Nouveau Pacte ?** » Ce thème a été traité en 3 séquences :

- une approche scientifique développée par Philippe Lacombe, ancien membre du Collège de Direction de l'INRA. - « *Le pacte bâti par nos prédécesseurs dans les années 1960/1962, auxquels je rend un hommage appuyé, est mort. Un nouveau pacte est à construire entre la Société et les paysans. On ne peut laisser à un marché qui n'offre aucune régularité, le soin de résoudre, à lui tout seul, le problème. Les 30 glorieuses ont mis en sommeil bon nombre des missions de base l'agriculture* ». Il faut retrouver une nouvelle économie rurale, avec des agriculteurs, certes producteurs de biens alimentaires, mais aussi acteurs du développement rural dans leurs territoires...
- une approche pragmatique en termes de communication. Il est important pour les agriculteurs de communiquer mieux et vrai... près du cœur de la cible... L'agriculture doit comprendre que le cœur de la cible, aujourd'hui, c'est le message social et le projet de société (éducation, formation, emploi, santé). L'intervenant Bruno Roche de l'IFOCAP a su dans son propos valoriser remarquablement le travail d'introduction au sujet réalisé par une classe du Lycée Agricole sur l'objectivité des médias.
- enfin, une approche « cas concrets de réussite », permettant de montrer comment et pourquoi le couple « Agriculture – Territoire » peut constituer un cadre stratégique d'avenir dans les nouvelles relations entre les agriculteurs et la Société. (Cas concrets : Vallon de Marcillac, SICASELI du Lot, Zone urbaine de Melun - Sénart). Cette dernière journée dont les travaux sont rapportés ci-dessous a été réalisée avec le concours de « Sol et Civilisation ».

« Agriculture et Société - Un nouveau Pacte ? »

Le Groupe de Camboulazet a fait le choix de réfléchir en profondeur aux attentes réciproques s'aujourd'hui formulées par la Société et l'Agriculture. C'est avec ce souci que le programme 2004-2005 a été réalisé sous le titre : « **Paysan – Société, vers un nouveau Pacte ?** », avec la participation de Philippe Lacombe et de Bruno Roche. Un Colloque final a été consacré à l'étude comparative de trois situations de territoire : le Vallon de Marcillac, la SICASELI du Lot, la Zone urbaine de Melun-Sénart.

Introduction » : « L'Agriculture face à la Société, le cadre d'un débat »

Au cours des années 1960, avec les lois d'orientation agricole de l'époque et avec la mise en place de la première PAC, jusqu'au début des années 1980, il y a eu entre les agriculteurs et la Société une réelle convergence d'intérêts. Au lendemain de la guerre, la Société attendait de son agriculture une production abondante et bon marché qui lui ferait définitivement oublier les périodes de disette et de

rationnement qu'elle venait de vivre. Plus tard, dans les années 1970, l'agriculture devait aussi fournir à l'agro-industrie les matières premières nécessaires à son essor. Parallèlement, la production agricole, excédentaire dans certains secteurs, devenait grâce à l'exportation, une arme diplomatique dans un rapport de force avec les Etats-Unis. Cette évolution a eu d'autant plus d'écho qu'elle s'accompagnait, en retour, pour l'agriculture, d'une véritable reconnaissance de « secteur économique » important pour la balance commerciale extérieure et pour les agriculteurs, d'une promotion sociale et d'une amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Mais à partir des années 1980, le projet et le pacte signé montrent leurs limites. Il ne fait plus véritablement « sens », ni pour la profession agricole, ni pour la Société. En effet la modernisation agricole induite s'est accompagnée de façon accélérée de la chute du nombre des exploitations. Ces dernières n'ont cessé de diminuer ces vingt dernières années. Elles ont encore fondu de moitié : on en comptait en 1980 près de 1,3 millions et elles ne sont aujourd'hui qu'environ 650 000. Cette véritable saignée sociale est vécue très difficilement par tout un monde qui voit de plus en plus les jeunes quitter les campagnes et la population agricole vieillir dangereusement. La profession est désormais réduite à la portion congrue. Elle ne représente plus que 4% des emplois totaux. Cette évolution s'est également accompagnée d'une baisse régulière, en valeur absolue, du prix moyen des produits agricoles utilisés dans des filières au sein desquelles la valeur ajoutée créée a été aspirée vers l'industrie de transformation et vers la distribution. Confrontés à un marché de plus en plus ouvert, les agriculteurs ont dû sans cesse améliorer leur productivité. L'agriculture s'est largement technicisée et spécialisée.

Dans le même temps, la Société ne reconnaît plus vraiment cette nouvelle agriculture. Des incidences directes sur l'environnement ainsi que des crises alimentaires récentes ont ébranlé la confiance qui régnait auparavant. Les effets de la modernisation, la dimension des matériels utilisés, l'importance accrue des troupeaux, l'utilisation de produits industriels et chimiques, l'arrachement des haies et l'arasement des talus, apparaissent, à la Société, trop éloignés de l'image bucolique et pastorale qui était celle de l'agriculture, il y a moins d'un demi-siècle. Le citoyen est devenu un consommateur exigeant. Au delà de la quantité et du prix, il exige aujourd'hui des produits sains, bons, variés, à toute époque de l'année. Alors que la consommation directe des produits agricoles a presque disparue, remplacée par des produits transformés, cuisinés, surgelés, le consommateur continue d'interpeller l'agriculteur sur sa façon de produire et d'occuper l'espace.

Au niveau local, dans les territoires ruraux, l'agriculture n'est plus le seul pôle économique structurant. Le développement des transports et l'émergence de la société des loisirs a changé la physionomie des campagnes. Elles sont devenues également des espaces récréatifs et de tourisme et elles deviennent aussi de plus en plus souvent un espace de consommation pour des ex-urbains en mal de calme et de tranquillité. Les conflits d'usage ne manquent donc pas d'apparaître.

Le contexte économique et géopolitique mondial n'est également plus le même. L'agriculture, traitée comme les autres secteurs économiques, n'est plus un élément isolé du commerce international. Même si le volet agricole reste souvent un levier de négociation dans des bras de fer plus généraux, il n'en reste pas moins que le système européen, qui repose sur des exploitations à dimension familiale, est aujourd'hui mis à mal. Ainsi, en dépit des efforts des agriculteurs (qualité des produits, responsabilité environnementale), les liens de l'agriculture et de la Société ne sont pas totalement satisfaisants. Nous vivons désormais dans une société de satiété urbaine, consommatrice d'espace et de loisirs. L'agriculture est pour sa part de plus en plus confrontée aux vents des marchés, à la pression réglementaire, aux exigences de l'aval des filières. Le dialogue n'est pas simple et les perspectives sont parfois floues... Bref, l'équation est complexe. Est-elle pour autant devenue insoluble ?

C'est pour apporter une contribution à cette dernière question que les membres du Groupe de Camboulazet ainsi que ceux de « Sol et Civilisation » ont souhaité, dans le cadre de ce colloque, analyser de façon aussi pragmatique que possible ce qui se passe aujourd'hui et ce qui peut se passer demain entre les agriculteurs, les divers autres acteurs et plus généralement tous les habitants d'un territoire donné. Trois territoires d'illustration ont été choisis, situés dans des contextes très différents : rural, périurbain, urbain, de manière à cerner, le plus globalement possible, la problématique de la relation Agriculteur – Société au niveau de proximité qu'est le territoire de vie.

Conclusion » : L'enjeu du territoire, premier point de rencontre entre Agriculture et Société

Par ce colloque, nous souhaitons illustrer les relations « agriculture-société » en présentant trois exemples différents et en nous interrogeant, dans chacune des situations retenues, sur la place du « territoire » dans cette relation. Tout au long des témoignages du vignoble de Marcillac, de la coopérative lotoise SICASELI et du territoire de Melun – Sénart, quelques lignes de force sont clairement ressorties...

1. Le « territoire » reste le socle indispensable pour activer ou réactiver les relations entre les agriculteurs et les autres acteurs de la Société.

Il n'y a certes pas et il ne peut y avoir de schéma unique. Chaque territoire, en fonction de sa géographie, de son histoire, de ses contextes socio-économiques, doit définir sa propre stratégie et engager des démarches adaptées à sa spécificité. Toutefois, c'est bien dans la proximité que se nouent les relations et les coopérations nécessaires entre tous les acteurs : acteurs économiques, acteurs politiques et acteurs associatifs. Le territoire est alors le support de ces relations et devient un capital essentiel à valoriser pour le développement. A chaque fois, l'agriculture y a alors un rôle singulier à jouer. Elle peut être effectivement un pôle économique en valorisant ses productions et /ou contribuer à assurer un certain cadre de vie. Remarquons d'ailleurs que ces dimensions ne sont pas forcément disjointes, bien au contraire.

2. Chaque « territoire » dispose de ressources intrinsèques susceptibles d'être bonifiées selon des problématiques propres.

Ainsi, plus précisément, dans le vallon de Marcillac, l'agriculture et sa filière de valorisation disposent d'un produit-phare. En Ségala – Limargue, une coopérative agricole assume un leadership et fédère les autres acteurs économiques. A Sénart, l'agriculture se propose de rendre plus vivable un ensemble urbain en prenant en charge explicitement les dimensions du « vivant » qui le compose. Dans les démarches initiées par ces « territoires », on retrouve bien une condition de base du développement territorial : la concertation entre les différents types d'acteurs pour aboutir à des actions transversales motrices dans les projets de développement.

3. Il existe des méthodes et des outils pour accompagner ces démarches et élaborer des projets.

Nous avons noté quelques innovations intéressantes en terme de diagnostics participatifs (audit patrimonial) ainsi que la mise au point d'outils spécifiques (bilan sociétal). De ce point de vue, les créations de structures mutualisées, tels qu'une CUMA pour l'environnement ou une SCIC pour assurer un management territorial, ou bien d'associations de rencontre, apportent de réelles efficacités dans la mise en œuvre d'actions opérationnelles. Elles ne peuvent néanmoins exister complètement sans l'engagement réel des divers acteurs prêts à sortir de leur univers propre pour trouver de nouvelles synergies.

4. Affirmer le choix de la vitalité économique représente actuellement un enjeu stratégique pour certains « territoires ».

Engager des actions visant l'emploi, les créations/reprises d'entreprises, l'accueil de nouveaux actifs, la recherche de valeur ajoutée, suppose que les divers acteurs économiques soient collectivement très impliqués. Cela suppose aussi que les acteurs politiques et associatifs, qui ont des responsabilités dans l'attractivité du territoire et la création de l'offre territoriale soient aussi très moteurs.

Ainsi, au travers des trois exemples présentés, le monde agricole enregistre bien que pour conforter son rôle économique et assurer plus globalement sa durabilité, un partenariat de proximité avec tous les acteurs lui est devenu indispensable aujourd'hui. Le « territoire » constitue bien un levier stratégique pour renouer avec la Société.

Quelques éléments de prospective

Les actions locales, fussent-elles les plus pertinentes au niveau territorial, ne peuvent occulter la nécessité d'appréhender la relation Agriculture et Société aux niveaux national, européen et international.

Un certain nombre de travaux de prospective donnent à penser que la demande de la Société vis-à-vis de l'Agriculture risque d'évoluer dans les années à venir sous l'influence de plusieurs facteurs. On peut citer pêle-mêle :

- la demande d'une alimentation saine et de qualité
- les perspectives de productions énergétiques ou de biomatériaux
- le débat autour de la PAC en Europe
- le réchauffement climatique et l'enjeu environnemental
- la baisse prévisible de la production agricole en Chine et en Inde
- le développement du sentiment de souveraineté alimentaire au niveau des grands ensembles continentaux
- le sort des paysanneries pauvres du monde...

Au cours des vingt dernières années, durant lesquelles l'accroissement de la production agricole mondiale a été supérieure à la demande mondiale solvable, l'agriculture a été considérée comme non prioritaire, que ce soit au niveau européen ou au niveau des grandes institutions internationales. On peut penser que la demande de la Société ouest – européenne pour une « agriculture gardienne de l'espace » et pour un « agriculteur plutôt jardinier que producteur » a été entretenue par cet état de fait.

A l'avenir, sous la pression de certains des facteurs évoqués plus haut, une nouvelle donne pourrait favoriser l'apparition d'un nouveau contrat explicite. Ce nouveau contrat s'appuierait sur une agriculture de production, respectueuse de l'environnement et fortement intégratrice d'aménités et de services. L'agriculture serait alors, en retour, reconnue et valorisée comme telle.

Tout en restant dans le secteur marchand, l'agriculture devrait ainsi adopter, de manière explicite, les diverses fonctions, productives, environnementales et sociétales, dont elle est pourvoyeuse pour la Société. Ne s'agirait-il pas in fine de promouvoir tous ensemble une « **agriculture gestionnaire du vivant** » qui depuis ses actions dans les territoires jusqu'à ses bio-productions répondrait ainsi aux attentes de la Société de demain ?

N'y a-t-il pas là, matière à anticiper cette évolution ?

Lire le témoignage de l'engagement de Raymond Lacombe :

« Pas de pays sans paysans. La voix de Raymond Lacombe ». Editions du Rouergue, février 2005, 448 pages. 48 €